

Initiatives ministérielles

L'Accord de libre-échange a, je pense, changé beaucoup d'autres équations. S'il y a jamais eu une époque où les programmes de développement régional ont été importants, c'est bien maintenant. Ce que signifie l'Accord de libre-échange, c'est que le gouvernement a renoncé à toute vision nationale. Il a cessé de croire au Canada. Il a l'intention d'adopter l'axe économique naturel nord-sud. Il ne croit plus que les gouvernements au Canada et les Canadiens peuvent construire leur propre économie. Autrement dit, il est prêt à laisser les grosses entreprises lui dicter ce qu'il doit faire.

Si nous songeons aux dernières élections que, effectivement, le gouvernement a clairement gagnées, nous voyons que les régions de notre pays n'étaient manifestement pas impressionnées par les promesses du gouvernement d'après lesquelles le développement régional ne serait pas compromis. Si nous comparons la superficie en milles carrés que le gouvernement et l'opposition détiennent respectivement à la Chambre des communes, nous constatons que le gouvernement est représenté sur 919 000 milles carrés de territoire et l'opposition sur 5 188 000 milles carrés. Les sièges, pour environ 85 p. 100 de la superficie du pays, sont occupés par des députés de l'opposition. Voilà un signe évident que les habitants des régions ne croient pas que le libre-échange leur sera profitable. Ils savent que les industries du secteur secondaire de la transformation ne viendront pas s'établir chez eux. Ils savent aussi qu'ils ne peuvent plus compter sur la participation du gouvernement pour leur redistribuer la richesse produite par leur région sous la forme de programmes de développement régional et d'initiatives gouvernementales.

Ma propre région, celle du nord, de la Saskatchewan se ressent déjà des effets du libre-échange. Au cours du premier trimestre cette année, la Saskatchewan a perdu 13 000 habitants, dont 6 000 rien qu'en février. Nous ne tarderons pas à devenir comme le Dakota-Nord qui ne compte que 500 000 habitants et dont plusieurs ne demeureraient pas dans cette région si ce n'était de la militarisation de l'économie de cet État. Nous constatons nous aussi que le gouvernement favorise la militarisation de l'économie canadienne. Nous pouvons nous rendre compte déjà que c'est ce à quoi nous devons nous attendre.

C'est dans les villes de la Saskatchewan que le taux de chômage augmente le plus rapidement. Quand je parle aux gens de chez moi, je constate que l'un des principaux facteurs à l'origine de leur désespoir et de leur manque de confiance dans l'avenir de notre région est le gouvernement lui-même qui leur fait comprendre clairement depuis un an qu'il renonce au développement régional. Il a fermé ses bureaux à Prince-Albert et à La Ronge. Il n'a pas renouvelé les ententes de développement régional, surtout l'Entente auxiliaire de développement économi-

que du Nord qui a donné de bons résultats depuis cinq ans puisqu'elle a permis d'exploiter l'industrie du riz sauvage et de créer une infrastructure touristique et des sociétés de développement communautaire. Les gens avaient vu dans ce genre d'initiatives un tremplin vers l'avenir.

• (1620)

Il y a bien des ententes sur le tourisme, les minéraux et les forêts, mais nous constatons que, contrairement à ce qu'il aurait dû faire, le gouvernement n'a pas alloué les ressources nécessaires pour combattre les incendies de forêt et s'occuper du reboisement dans cette région-là. Le gouvernement va probablement rétorquer: «Eh bien, vous avez le Bureau de la diversification de l'Ouest. Nous mettons de nouvelles choses en place. Vous avez le nouveau ministère.» Toutefois, dans les prévisions budgétaires de cette année, nous constatons qu'on a retranché 50 millions de dollars aux ententes de développement économique et régional. Le budget du Bureau est réduit de 40 millions. Le gouvernement prétend qu'il va dépenser plus d'argent au cours des cinq prochaines années, mais nous voyons clairement que ce ne sera pas le cas. Ce sera la disette au cours des premières années, puis le gouvernement déliera les cordons de la bourse. Ironiquement, et probablement pas par hasard, juste avant les élections le gouvernement va distribuer beaucoup d'argent à ses amis dans les diverses régions. Ce n'est pas la façon de promouvoir l'économie régionale. Peut-être le gouvernement achètera-t-il quelques votes, mais ce n'est certes pas la manière de développer l'économie canadienne.

En terminant, je tiens à dire que je n'appuie pas le projet de loi à l'étude, mais pas parce que j'aimerais revivre les bons vieux temps ou que j'ai l'impression que ce qui est passé est passé. Mon opposition tient au fait qu'il ne tient pas compte de la réalité de l'histoire et de la structure économique du Canada. Il n'aboutira à rien. Je suis contre parce qu'il ne reflète pas la vision d'un Canada qui a sa propre économie indépendante et intégrée.

Voilà pourquoi je demande au gouvernement de faire confiance au pays afin que chaque Canadien et chaque collectivité puissent à l'avenir être assurés de jouer un rôle dans notre développement.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Questions et observations. Le député de Trinité—Spadina.

M. Heap: Madame la Présidente, les observations de mon honorable collègue m'ont grandement intéressé, surtout quand il a donné une liste de compressions qui ont nui économiquement à sa région. Il a mentionné le matériel de lutte contre les incendies de forêt. Si j'ai bien compris, les incendies qui se produisent dans le nord de la Saskatchewan pourraient être éteints plus vite s'il n'y avait pas eu de réductions dans les sommes affectées au